

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
26 novembre 2021
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 24 novembre 2021, adressée au Président
du Conseil de sécurité par la Représentante permanente
de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 24 novembre 2021 adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par l'Ambassadeur et Représentant du Front populaire pour la libération de la Saguía el-Hamra et du Río de Oro (Front POLISARIO) auprès de l'Organisation, Sidi Omar (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(Signé) Mathu Joyini

* Nouveau tirage pour raisons techniques (3 décembre 2021).



**Annexe à la lettre datée du 24 novembre 2021 adressée
au Président du Conseil de sécurité par la Représentante
permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

D'ordre de mes autorités, et dans le prolongement de la lettre (S/2021/741) qui vous a été adressée par Brahim Ghali, Président de la République arabe sahraouie démocratique et Secrétaire général du Front POLISARIO, je tiens à appeler votre attention sur la lettre que vous a adressée le représentant du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies au sujet de la mascarade électorale organisée récemment par l'État occupant dans les territoires sahraouis sous occupation illégale marocaine.

Le Front POLISARIO rappelle que la présence du Maroc au Sahara occidental a été « déplorée » par le Conseil de sécurité dans sa résolution 380 (1975), et qu'elle a également été qualifiée expressément de « persistance de l'occupation » par l'Assemblée générale dans plusieurs de ses résolutions, notamment les résolutions 34/37 de 1979 et 35/19 de 1980.

Par conséquent, toutes les mesures appliquées par le Maroc, État occupant, dans le Territoire, y compris la mascarade électorale mentionnée dans la lettre de son représentant, ne sont rien d'autre que des pratiques coloniales imposées par la force ; elles sont donc dépourvues de toute légitimité et ne peuvent avoir aucun effet sur le statut juridique dont jouit le Sahara occidental en tant que Territoire non encore décolonisé.

Comme à l'accoutumée, pour exécuter sa farce électorale au Sahara occidental occupé, le Maroc, État occupant, a eu recours à un grand nombre de colons marocains transférés illégalement dans le Territoire depuis le début de l'occupation, le 31 octobre 1975, en violation flagrante des normes fondamentales du droit international humanitaire et des résolutions pertinentes des organes de l'ONU.

Par conséquent, les « taux de participation élevés » évoqués dans la lettre susmentionnée relèvent de la pure fiction et ne sont qu'un écran de fumée visant à occulter la forte opposition que manifeste le peuple sahraoui du Sahara occidental occupé à l'égard de l'occupation illégale marocaine et des activités illégales que mène le Maroc dans le Territoire.

À cet égard, il suffit de noter que, rien que dans la ville occupée de Laayoune, plus de 9 000 bulletins de vote ont été déclarés nuls par les autorités d'occupation marocaines car ils portaient la mention « Oui à l'indépendance. Vive la République sahraouie ».

Le représentant du Maroc, État occupant, prétend dans sa lettre que les Sahraouis vivant dans le Sahara occidental occupé « exercent leurs droits », ce qui est absurde, car le peuple sahraoui est toujours privé de ses droits fondamentaux, en particulier de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.

De plus, comme l'ont rapporté de nombreuses organisations internationales de défense des droits humains, les civils sahraouis du Sahara occidental occupé vivent un véritable enfer, subissant au quotidien une répression brutale et des actes de terreur aux mains des forces de sécurité marocaines, et ce, loin du regard de la communauté internationale, étant donné le blocus militaire et la censure médiatique totale dont le Sahara occidental occupé continue de faire l'objet.

Après tout, si le Maroc, État occupant, affirme que les Sahraouis du Sahara occidental occupé sont « massivement favorables » à sa politique d'annexion, pourquoi a-t-il rejeté le référendum d'autodétermination supervisé par l'Organisation

des Nations Unies qu'il avait pourtant officiellement accepté et dont il s'était engagé à respecter les résultats ? La réponse est simple : le Maroc, État occupant, est connu pour être non seulement un pays antidémocratique et despotique, mais également un pays qui ne cesse de se soustraire à ses obligations et à ses engagements internationaux.

Il est donc impératif que l'ONU et la communauté internationale se rendent compte que leur silence assourdissant et leur inaction non seulement encouragent l'État occupant, le Maroc, à continuer de tenter, en toute impunité, d'imposer par la force son occupation illégale de certaines parties du Sahara occidental, mais risquent également de compromettre la paix et la stabilité dans toute la région.

De plus, l'heure est venue pour l'ONU et la communauté internationale de concrétiser l'engagement qu'elles ont maintes fois affirmé en faveur d'une solution pacifique, juste et durable au Sahara occidental en prenant des mesures pour permettre au peuple sahraoui d'exercer librement et démocratiquement son droit inaliénable et non négociable à l'autodétermination et à l'indépendance.

Enfin, le Front POLISARIO, qui reste attaché au règlement pacifique de la question de la décolonisation du Sahara occidental, réaffirme qu'il n'acceptera jamais le fait accompli que le Maroc, État occupant, cherche à imposer par la force au Sahara occidental occupé, et qu'il continuera à user de tous les moyens légitimes pour défendre les droits sacrés du peuple sahraoui et ses aspirations nationales à la liberté et à l'indépendance.

Le Représentant du Front POLISARIO auprès de l'Organisation
des Nations Unies, responsable de la coordination
avec la Mission des Nations Unies pour l'organisation
d'un référendum au Sahara occidental
(Signé) Sidi M. Omar